

Convention collective

**IDCC : 8412. – SCIERIES AGRICOLES ET ACTIVITÉS CONNEXES
(Lorraine et Alsace)
(7 juin 1988)**

(Etendue par arrêté du 7 septembre 1988,
Journal officiel du 17 septembre 1988)

AVENANT N° 32 DU 3 DÉCEMBRE 2013

NOR : AGRS1497156M
IDCC : 8412

Entre :

La fédération nationale du bois et les fédérations départementales des Vosges, de la Moselle, de la Meuse et de Meurthe-et-Moselle ;

Le syndicat régional des scieurs et exploitants forestiers d'Alsace,

D'une part, et

La fédération régionale de l'agroalimentaire CFDT de Lorraine ;

Les UR CFTC de Lorraine et d'Alsace ;

Les UR CGT-FO de Lorraine et d'Alsace ;

Les UR CFE-CGC de Lorraine et d'Alsace,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 63 « Régime de prévoyance. – Incapacité. – Invalidité. – Décès » de la convention collective sont modifiées comme suit.

1. Le paragraphe « Garantie invalidité » est remplacé par les dispositions suivantes :

« Garantie invalidité toutes causes

Pour le salarié ayant 1 an d'ancienneté ou plus, la garantie débute dès la mise en invalidité par la mutualité sociale agricole ou dès le versement d'une rente accident du travail pour invalidité supérieure ou égale à 66,66 %.

La prestation est égale à 10 % du salaire mensuel brut de référence.

Cette rente s'ajoute à celle versée par la mutualité sociale agricole.

Le versement de la rente débute dès le versement d'une rente accident du travail par la mutualité sociale agricole pour une incapacité permanente entraînant une impossibilité d'exercer une activité professionnelle et correspondant à un taux égal ou supérieur à 66,66 %.

La rente ne peut se cumuler avec les indemnités journalières qu'il percevait avant la décision de la mutualité sociale agricole au titre de l'incapacité temporaire prévue dans le présent accord.

Le salaire mensuel brut de référence est égal à 1/12 des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail.

En tout état de cause, le total des prestations perçues au titre des régimes de base et du présent régime de prévoyance ne peut excéder le salaire net perçu par l'intéressé en activité.

Cette rente d'invalidité est maintenue à l'intéressé aussi longtemps qu'il perçoit une pension de la mutualité sociale agricole et est suspendue si la mutualité sociale agricole suspend le versement de sa propre pension.

Seuls les invalides des 2^e et 3^e catégories sont bénéficiaires du régime d'indemnisation.

En tout état de cause, cette rente prend fin le dernier jour du mois précédant la date d'effet de la pension vieillesse. »

2. Le premier alinéa du 2 « Répartition des taux » du paragraphe « Cotisations » est modifié comme suit :

« Le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations définies est de 1,46 %, à raison de 0,75 % pour les employeurs et de 0,71 % pour les salariés. »

3. Le tableau figurant au 3 « Tableau récapitulatif » du même paragraphe est modifié comme suit :

(En pourcentage.)

	TAUX	PART patronale	PART ouvrière
Incapacité temporaire + relais mensualisation	1,04	0,61	0,43
Invalidité	0,18	0,10	0,08
Décès	0,24	0,04	0,20
Total	1,46	0,75	0,71

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du trimestre civil suivant celui au cours duquel aura été publié son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale 54 de la DIRECCTE Lorraine, en l'absence d'opposition après un délai de 15 jours à compter de la signature.

Fait à Nancy, le 3 décembre 2013.

(Suivent les signatures.)